

**Communiqué de presse**  
Berne, le 12 septembre 2022

## Mesures pour faire face à la crise de l'électricité: il faut agir vite

**L'Union suisse des arts et métiers usam observe avec beaucoup d'inquiétude l'approvisionnement en énergie de la Suisse et l'explosion des prix de l'électricité. La situation est urgente et ne permet plus aucun délai, notamment en ce qui concerne la survie économique de certaines PME. L'usam a donc formulé pour la session d'automne en cours des motions concrètes avec des propositions d'action visant à améliorer la sécurité d'approvisionnement de la Suisse, à gérer la situation de pénurie et à stabiliser les prix, motions qu'elle a présentées lors de sa conférence de presse.**

«Je vous le dis dès le départ: je suis très inquiet. En fait, je suis alarmé. Les augmentations des prix de l'électricité peuvent porter un coup fatal à notre économie», a déclaré Fabio Regazzi, conseiller national du Centre et président de l'usam, en ouvrant la conférence de presse. Pour de nombreuses entreprises, la flambée des prix est insupportable et menace même leur existence.

«La situation actuelle est largement due à une défaillance de l'État», a fait remarquer Monsieur Regazzi. Selon lui, ce sont des décisions politiques qui ont conduit à la baisse de la capacité électrique tout en empêchant son développement. Les objectifs de développement de la Stratégie énergétique 2050 sont une promesse politique qui n'a pas été tenue. «C'est pourquoi nous en sommes là où nous sommes aujourd'hui», a déclaré Fabio Regazzi.

Il a également souligné qu'en Suisse, l'électricité n'est en aucun cas gaspillée. Depuis 2010, la Suisse a réduit son intensité énergétique (les kilowattheures consommés par dollar de valeur ajoutée) de 21%, ce qui est beaucoup par rapport à l'étranger. La Suisse présente, après l'Irlande, l'intensité énergétique la plus faible de toutes les économies développées. Selon lui, le mérite en revient aux mesures continues prises par l'économie, en particulier aux programmes de l'Agence de l'énergie pour l'économie AEnEC.

La menace de pénurie d'électricité n'est pas un problème à court terme et le développement des capacités doit être encouragé politiquement. Concrètement, l'usam pose les exigences suivantes: la construction de petites installations de toutes les technologies durables au niveau des ménages doit pouvoir se faire sans autorisation. Les grands projets hydroélectriques et éoliens devraient être exclus de la procédure d'opposition. Les installations et les technologies existent déjà. Elles existent en tant que projets et pourraient être construites. «Mais il faut maintenant que les obstacles administratifs tombent», exige le président de l'usam.

### Plans d'économies établis par les branches

Le directeur de l'usam Hans-Ulrich Bigler a exprimé sa crainte de voir la Confédération recourir à des mesures de gestion, telles que l'interdiction de certaines activités et le contingentement de l'électricité. Dans ce contexte, le Conseil fédéral est libre, selon lui, de décider quelles activités seront interdites. «Pour de nombreuses entreprises, chaînes de valeur et branches, ces mesures de gestion granulaires et intrusives sont disproportionnées et mettent potentiellement leur existence en danger», met en garde le directeur de l'usam.

L'usam propose donc un degré d'escalade supplémentaire. Celui-ci intervient après l'économie volontaire et avant les mesures de gestion: au cours de cette phase, les chaînes de valeur et les branches doivent conclure des accords d'économie d'énergie avec l'approvisionnement économique du pays.

Ces accords sont mis en œuvre par le biais de plans «bottom up» élaborés par les entreprises et les branches elles-mêmes. Dans ce contexte, la branche ou la chaîne de création de valeur doit être libre de choisir la manière dont elle souhaite mettre en œuvre l'accord.

### **Retour à l'approvisionnement de base**

Le président de Gastrosuisse, Casimir Platzer, a présenté deux exemples concrets. Un petit hôtel de montagne avait jusqu'à présent des frais d'électricité annuels d'un peu plus de 5000 francs. Cet hôtel doit conclure un nouveau contrat à partir de l'année prochaine. Le producteur d'électricité a fait une offre à l'hôtel pour un nouveau contrat de cinq ans. «Et maintenant, le coup de grâce», a commenté Monsieur Platzer. La première offre aurait impliqué des charges énergétiques de plus de 162 000 francs, soit un montant 32 fois plus élevé. La deuxième implique des coûts de plus de 81 000 francs, ce qui correspond tout de même à une augmentation de prix de 1600%.

Le deuxième exemple présenté par Platzer peut tout simplement être qualifié d'usure. Il concerne une entreprise de construction métallique de taille moyenne. En 2022, cette entreprise a payé son électricité au prix actuel de 58 021 francs. Cette entreprise a maintenant une offre sur la table avec des coûts de 925 670 francs pour la seule part de l'énergie. C'est plus de 16 fois plus cher!

Quelles sont maintenant les revendications de l'usam: «Nous voulons permettre aux entreprises qui sont sur le marché dit libre de l'électricité de revenir à l'approvisionnement de base», explique Patzer. Elles devraient pouvoir le faire à leur demande, et sous certaines conditions. La première contrainte serait qu'elles doivent respecter un délai de préavis d'un an. La seconde serait qu'après un passage dans l'approvisionnement de base, elles devraient y rester pendant au moins 3 ans ou payer une pénalité de 10% maximum sur la partie énergie.

«C'est douloureux pour les PME concernées. Mais cette correction respecte le design du marché suisse et incite à la modération des prix sans intervenir directement sur les prix», explique le président de Gastrosuisse.

### **Renseignements complémentaires**

**Fabio Regazzi**, conseiller national «Le Centre» (TI), président de l'Union suisse des arts et métiers usam, portable 079 253 12 74

**Hans-Ulrich Bigler**, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam, portable 079 285 47 09

**Casimir Platzer**, président de Gastrosuisse, portable 079 675 42 20

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. L'usam s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.